

11 avril 2001, Québec

Présentation d'une motion d'appui au libre-échange des Amériques

Monsieur le Président, J'ai l'honneur de vous présenter, conjointement avec le député de Sherbrooke et le député de Rivière-du-Loup, la motion suivante : « Que l'Assemblée nationale, dans la foulée du rapport unanime de la commission des institutions intitulé Le Québec et la Zone de libre-échange des Amériques: effets politiques et socioéconomiques, affirme que l'ouverture des marchés des Amériques constitue un potentiel majeur pour l'économie du Québec;

Que le processus de négociation de cette zone doit être transparent et démocratique, et qu'un éventuel traité de libre-échange des Amériques devra respecter nos compétences constitutionnelles, nos valeurs sociales et notre identité collective. »

Monsieur le Président, comme je l'ai indiqué dans la présentation de la motion, elle ne vient pas du gouvernement, elle vient de toutes les forces politiques représentées dans cette Chambre. Et c'est à l'honneur du Québec que cette motion, sa formulation, ce qu'elle recouvre, soit consensuelle dans notre Assemblée. En effet, sur le fond des choses, le Québec est libre-échangiste. Le Québec n'est pas en faveur des entraves à la liberté du commerce, à la libre circulation des biens et services, des capitaux et éventuellement des personnes. C'est dans la nature des choses, c'est dans nos traditions. Nous avons un très vaste territoire, des richesses naturelles très abondantes et surabondantes pour l'usage des 75000000 personnes que nous sommes à habiter ce territoire. Alors, dans ces conditions, pour des raisons même purement matérielles et matérialistes, il est évident que, quand on a trop pour sa propre consommation, on ne peut pas être pour les frontières et pour le protectionnisme. Mais avec les années, au fur et à mesure que la structure économique du Québec se modifiait, cette attitude est devenue encore plus nécessaire dans notre intérêt et pour notre développement. Mais, je l'ai bien dit, l'ouverture du Québec est presque intrinsèque et elle est en tout cas tout à fait traditionnelle. En effet, Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada, a proposé à la population l'ouverture des frontières avec les États-Unis d'Amérique dès 1911. Il a malheureusement été défait. S'il avait gagné, nous aurions profité d'une forme déjà avancée de libre-échange déjà à la Première Guerre mondiale. Alors, malheureusement, ce n'est pas arrivé. Un autre accident nous a empêchés de continuer l'ouverture: c'est 1945. En 1945, avec l'appui des syndicats ouvriers d'ailleurs, les gouvernements américain et canadien, au niveau des fonctions publiques, avaient convenu d'ouvrir les frontières un peu comme l'Europe s'apprêtait à le faire... L'Europe l'a fait en 1957. Le premier ministre du temps, Mackenzie King, pour des raisons mal expliquées, n'a pas accepté de faire ce geste. Il a donc fallu attendre 1989. Et j'ai eu l'occasion de le dire en présence de Brian Mulroney il y a quelque temps, lors d'une conférence internationale, il y a deux Québécois qui ont mis de l'avant le libre-échange, deux Québécois qui ont été premiers ministres du Canada. Un seul a réussi, Brian Mulroney, puisque le Québec a massivement appuyé, on s'en souvient, les conservateurs à cette époque. Et notre formation politique a pris position pour le libre-échange, comme le Parti libéral de Robert Bourassa dans le temps. Comme j'étais moins occupé aux travaux de cette Chambre, puisque la politique avait pris congé de moi pour quelques années, j'ai pu consacrer quelques années à écrire un volume, comme chacun sait, et faire des centaines et des centaines de conférences au Canada, comme au Québec, comme aux États-Unis sur la question. Et nous avons amorcé en

Amérique du Nord, par ce premier traité bilatéral, un mouvement d'intégration dont tout le monde se réjouit aujourd'hui, bien entendu. Ce premier traité, on peut l'affirmer sans crainte, a été la condition nécessaire du deuxième, qui a inclus le Mexique et qui s'est appelé l'ALENA.

À peu près à la même époque, dans l'autre partie du continent, le grand Brésil et son moyen voisin l'Argentine, et deux pays plus petits, Uruguay et Paraguay, ont constitué le Mercosur. Alors, on est déjà au deuxième noyau d'intégration continentale en voie de se réaliser. Plus, ne l'oublions pas, une population importante regroupée dans une myriade de pays et d'îles qui habite les Caraïbes et qui a aussi un procédé d'intégration en cours qui s'appelle CARICOM.

Tout ce que je viens de dire là, à première vue, est très positif. Tout le monde a applaudi la formation de Mercosur, tout le monde est d'accord avec l'ALENA et tout le monde est d'accord que les pays des Caraïbes s'entendent et aient une solidarité économique poussée. Comment se fait-il alors que, à quelques jours du Sommet de Québec, on érige des barrières dans les rues, qu'on déploie un dispositif policier considérable et qu'on redoute que les travaux soient perturbés par bien des personnes qui n'ont pas toutes tort? Ceux qui veulent perturber de façon violente la rencontre, évidemment, ont fondamentalement tort, ce n'est pas une attitude démocratique. Mais pourquoi a-t-on vu de tels mouvements contre ce qu'on appelle la globalisation, la mondialisation, soit à Seattle, soit à Prague, soit à Nice même, quand on a des réunions de la Communauté économique européenne?

Probablement parce que, sans mauvaise foi, les gouvernants n'ont pas vu venir un nouveau phénomène de notre temps qui tourne autour de la prise de conscience de la société civile, c'est-à-dire l'activité politique, la réflexion politique non gouvernementale et non parlementaire, ce qui n'est pas une mauvaise nouvelle. Si la société civile s'implique, ça veut dire que la démocratie est de plus en plus participative, de plus en plus d'hommes et de femmes se préoccupent de leur sort et de leurs intérêts. Et les gouvernements n'ont pas vu venir le phénomène et, encore une fois, sans jeter la pierre à quiconque, n'ont pas eu le niveau de transparence qui était requis par la nouvelle situation.

Moi, quand je vois des jeunes Québécois et des jeunes Québécoises outrés de façon absolue, à l'encontre du libre-échange, ça me fait de la peine, parce que, en soi, être totalement opposé au libre-échange parce que les frontières sont ouvertes, c'est réactionnaire, Monsieur le Président. Regardez d'ailleurs les chefs politiques progressistes d'Occident, on a encore eu Tony Blair qui est venu à Ottawa il y a quelques mois pour redire sa foi dans l'ouverture des frontières et la libre circulation des biens et des services dont l'Europe de l'Ouest donne un exemple extraordinaire. Les socialistes français vont dire la même chose, les socialistes allemands vont dire la même chose. Alors, se prétendre progressiste et avancé et, en même temps, contester un des grands mouvements du progrès humain du dernier siècle, c'est paradoxal.

Ça ne sert à rien de dire: on les blâme de penser cela. Il nous faut insister sur le fait qu'on aurait dû expliquer. Et les gouvernements auraient dû non seulement publier les documents nécessaires, mais, avant même d'amorcer le processus, devant ce nouveau phénomène, faire des campagnes d'information. Pas uniquement gouvernementales, les universitaires auraient dû s'en mêler, les centrales syndicales auraient dû s'en mêler. Quoi qu'il en soit, ce

n'est pas arrivé, et on est devant ce phénomène. Il faut prendre nos responsabilités, il faut expliquer le côté positif de cette globalisation, et prendre nos responsabilités jusqu'au bout et en souligner les dangers et les périls, car il y en a. C'est en cela que ces jeunes gens et jeunes femmes qui vont envahir la ville de Québec, là, n'ont pas totalement tort, il y a des périls liés à la globalisation.

Si on veut remonter un peu et en faire la genèse, on va mieux les comprendre, les périls. D'abord, sur le plan théorique, c'est une vieille idée. C'est un économiste, non pas anglais, comme certains disent, mais écossais qui s'appelait Adam Smith, qui, dans des dialogues célèbres avec un autre économiste, Ricardo, a bien démontré la spécialisation internationale du travail. Chaque nation fait les produits qu'elle sait le mieux faire, les vend à l'autre, puis les deux sont satisfaits. Et même, pour prendre l'objection de Ricardo, même ceux qui ne sont pas très habiles à faire quoi que ce soit. Il y a toujours quelque chose qui n'intéresse pas les plus habiles, et ça permet aux pays les moins avancés de participer aussi aux échanges. Cette théorie a mis du temps à devenir la pratique. L'Angleterre en a donné l'exemple avec des reculs de flamme. D'autres pays s'y sont essayés, mais c'est vraiment en 1945 que la théorie est devenue une pratique essentielle pour les pays d'Europe de l'Ouest. On sait que les pays d'Europe de l'Ouest, qui sont parmi les plus avancés de la terre sur le plan culturel et à tous égards, se sont affrontés avec une extrême barbarie deux fois dans un demi-siècle, 1914-1918, 1939-1945.

Les penseurs allemands, italiens, français, belges, néerlandais, déjà – alors que la fumée des canons n'était pas dissipée – ont imaginé et compris que la façon d'avoir l'harmonie entre les peuples, tout en conservant leur souveraineté, c'était de cultiver les quatre libertés. Et on a vu l'intégration européenne, qui est devenue un immense succès aujourd'hui, qui est même rendue à l'intégration monétaire avec l'euro, donner à la planète entière l'exemple de ce que veut dire le libre-échange et la libre circulation.

Sauf que, d'une façon réductrice, l'exemple européen n'a été pris que pour partie, la partie libre circulation des biens, des marchandises, des services. Mais déjà dans le traité de Rome, en 1957, on voit la vision extraordinaire qu'ont eue les six pays fondateurs du Marché commun. Déjà, dans le traité de Rome, il y avait des provisions sociales, il y avait des provisions politiques pour éviter le fameux déficit démocratique, il y avait des prévisions politiques pour faire que les cultures et les langues ne soient pas menacées. Il eût fallu, pour ne pas soulever tant de monde contre la globalisation, comprendre dès le début que les relations harmonieuses entre les peuples et dans des économies, surtout de développement inégal, ne peuvent pas être basées uniquement sur le matérialisme. La coopération internationale n'est pas que le fait de vendre des biens et des services ou d'investir dans l'espace économique du voisin. La vraie coopération internationale implique aussi des dimensions culturelles, des dimensions éducationnelles, des dimensions sociales, des dimensions environnementales.

Alors, de quoi ont peur ceux qui se dressent contre la globalisation? Ils ont peur que la démocratie se déplace des Parlements élus vers des forces transnationales, le plus souvent privées et extrêmement puissantes, qu'on appelle justement les compagnies multinationales ou transnationales. C'est un premier problème.

Le déficit démocratique. On a vu un bel exemple quand l'OCDE, qui est un club globalement

de pays riches – il y en a quelques moins avancés qui en font partie – a mis de l'avant l'AMI, vous vous rappelez, l'Accord sur les investissements. Ça a soulevé un tollé incroyable parce qu'on aurait dit que ça sortait des conseils d'administration des grandes compagnies et que c'était pour organiser un vaste espace libre pour les grands niveaux transnationaux. Alors, ça, c'est une inquiétude.

Une deuxième inquiétude aussi grave et qui découle de la première, parce qu'il n'y a pas vraiment de régulation de la mondialisation et, si ce sont uniquement des forces privées et matérielles, on va déboucher sur le deuxième problème... Le deuxième problème, il est social. Dans les espaces économiques que l'on veut réunir, les trois Amériques, il y a des niveaux de développement très différents en terme économique, en terme démocratique, en terme social.

Alors, en clair, pour prendre un exemple trivial, ce dont ont peur ces gens qui s'opposent à la globalisation telle qu'on la leur présente, c'est d'acheter, par exemple, des produits de consommation courante qui font leur affaire, disons une paire de chaussures de sport, très intéressante quant au rapport prix-qualité, qu'on achète pour apprendre six mois plus tard qu'elle a été fabriquée dans des conditions qui jouxtent l'esclavage dans un pays moins avancé. C'est une crainte véritable, et cette crainte est à double détente. Car, en effet, elle utilise, dans des conditions inacceptables socialement, une main-d'œuvre maltraitée pour servir une clientèle bien traitée, mais pour déplacer les emplois de travailleurs, eux, bien traités, par des législations sociales avancées et des normes du travail élevées; donc, problème social potentiel très grave.

Problème environnemental du même type. On peut très bien – on l'a vu – acheter des produits intéressants venant de pays qui, n'ayant aucune législation de protection de l'environnement ou qui ne l'appliquent pas, produisent à des coûts très bas qui nous séduisent et à des niveaux de qualité acceptables, mais en détruisant des cours d'eau ou des forêts dans des endroits où la législation n'est pas suffisamment avancée.

Alors, moi, qui suis – je l'ai dit à plusieurs reprises – un fervent adepte de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, je suis bien placé pour proclamer que j'ai les mêmes craintes que plusieurs face à la globalisation des marchés, particulièrement dans le contexte québécois. Et là je dois dire que j'aurais espéré – en tout cas, le chef de l'opposition pourra s'en expliquer – qu'il fasse comme les partis d'opposition à Ottawa qui ont affirmé que la présence du Québec, d'une manière ou d'une autre, à cette conférence allait de soi, non? M. Joe Clark l'a dit, M. Stockwell Day l'a dit, M. Gilles Duceppe l'a dit, Mme Alexa McDonough l'a dit, et je pense que c'est dans la nature des choses. On vient dans notre capitale nationale qui est une des plus belles villes du monde, protégée, patrimoine mondial, etc. On y invite une quarantaine de nations et un peu plus, dont la plupart sont moins importantes économiquement que le Québec et moins importantes même démographiquement, et le Québec n'y sera pas.

On reçoit les nations d'Amérique, mais on ne peut pas s'adresser aux nations d'Amérique. C'est un déficit démocratique, ça aussi, et c'est un autre danger de la mondialisation dont notre Assemblée doit se préoccuper. Je sais que l'opposition officielle ne partage pas nos vues sur cette question, mais je l'invite quand même à réfléchir.

Si on veut que la mondialisation soit civilisée, soit régulée et réglementée, il faudra confier des pouvoirs de souveraineté nationale à des instances transnationales. Il faudra que les pays renoncent à une partie de leur souveraineté, comme ça se fait en Europe. Mais, en Europe, il y a un fort niveau régional bien réglementé sur le plan de la démocratie et sans déficit démocratique.

Mais, dans la condition du Québec qui est une nation – ça, c’est consensuel, tout le monde le sait –, là, ça va devenir extrêmement compliqué, parce que des décisions qui vont toucher nos vies de tous les jours ne seront plus prises ici, à l’Assemblée nationale, comme ça doit être le cas. Elles ne seront pas prises à Ottawa non plus, parce que ça va être à des niveaux transnationaux, à des tables où les nations souveraines iront s’asseoir pour régler ensemble les problématiques des dangers potentiels de la mondialisation, et le Québec ne sera pas représenté à ces tables. C’est un puissant argument pour considérer l’extension à son maximum de la souveraineté du Québec. Autrement, un déficit démocratique va se créer, et notre nation se verra exclue de décisions majeures pour l’existence de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Le Sommet de Québec est une belle occasion de le rappeler. C’est une belle occasion de rappeler qu’il y a un prix à la non-souveraineté, et ce n’est pas juste une question de fierté, bien que la fierté soit en cause.

Personne n’est fier, j’imagine, dans cette Assemblée, que les peuples d’Amérique viennent ici sans que nos représentants élus puissent s’adresser à eux directement, au nom de l’Assemblée nationale et de la nation québécoise et du gouvernement du Québec. C’est un visible déficit démocratique qui touche la fierté, à la limite, le savoir-faire et le savoir-vivre. Mais il y a plus que ça. Au-delà de la fierté, il y a nos intérêts matériels. Dans la Communauté européenne, modèle que nous proposons pour nos relations avec le reste du Canada, une telle chose ne pourrait pas se produire. Il ne serait pas question qu’il y ait une réunion d’Européens à Paris sans que le gouvernement français non seulement accueille, mais soit à la table et discute. Il n’est pas question que l’Europe de l’Ouest prenne une position au GATT, par exemple, à l’OMC, sans que le Conseil des ministres à Bruxelles, composé des ministres des divers pays, ait pris une position et donné un mandat. Ce qu’on va voir à Québec, là, on n’a même pas eu les textes. Je ne reviens pas là-dessus. Encore une fois, je ne le dis pas dans un esprit de ressentiment et de blâme. La plupart des gouvernements se sont fait prendre et n’ont pas vu venir ce mouvement à l’effet que les populations veulent être informées, veulent savoir. Elles veulent, pour un très grand nombre d’entre elles, des millions et, encore, avoir à l’Internet ce qui va se passer, ce qui va se décider, ce qui va se discuter. Il n’est jamais trop tard pour bien faire, d’une certaine façon, puisqu’il n’y aura pas de décision à ce sommet de Québec, c’est bien entendu. On commence une négociation qui va être très complexe.

Mais souvenons-nous de l’Accord de libre-échange canado-américain, le premier. On les a eus, les textes, des éditions populaires qu’on pouvait faire circuler. Je me souviens, ce coup-là, le gouvernement du Canada, qui n’était pas un gouvernement libéral, avait bien fait les choses. Il y avait des textes très élaborés de toutes les dispositions du traité, ça pouvait être comme le livre du maître, si on peut dire. Puis il y avait des textes pour les étudiants, les étudiantes de maîtrise. Puis il y en avait pour l’homme de la rue et la femme de la rue, il y avait comme le petit résumé du budget, on résumait le traité.

Donc, ça peut se faire, même si c'est un traité complexe. Alors, ce que je souhaite, c'est qu'à l'avenir la jeunesse québécoise et la jeunesse des Amériques soient tenues au courant d'avance de ce qu'on leur réserve pour l'avenir et de ce qu'on a envie de discuter, et qui va faire qu'elles vivront dans telle sorte de monde ou telle autre sorte de monde. C'est élémentaire. C'est un grand projet qui pourrait être emballant et qui va commencer dans la fureur et dans le bruit. Mais, encore une fois, je ne désespère pas que, dans des rondes supplémentaires, la leçon ait été apprise. L'information est suffisamment avancée aujourd'hui, par la radio, la télévision, les diverses publications, plus Internet, pour qu'on puisse mettre les populations dans le coup. Et c'est de cette façon qu'on finira par faire comprendre à tous les horizons de la société, aussi bien aux chefs d'entreprise qui veulent la libre circulation et l'abolition des frontières, qu'aux écologistes qui veulent que la nature soit protégée, qu'aux gens plus portés sur la solidarité sociale qui veulent que les normes soient respectées d'un pays à l'autre, que toutes ces clientèles soient attirées par l'intégration des Amériques et non pas repoussées. Et dans ces conditions, une grande œuvre pourrait se faire, et elle est de plus en plus nécessaire.

Car vous savez que l'intégration européenne, elle a parfaitement réussi. Je l'ai dit, un demi-milliard d'être humains... et ce n'est pas fini, parce qu'ils peuvent réaliser la prophétie du général de Gaulle puis faire l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Là, on sera rendu pratiquement au milliard de consommateurs solvables dans une même zone, plus qu'une zone de libre-échange, un marché commun avec les institutions et régulé. Ça va faire un poids fabuleux. À ce moment là, ça veut dire que l'euro sera la monnaie d'un plus grand nombre de personnes que le dollar des États-Unis d'Amérique, qui est la grande monnaie d'aujourd'hui. En d'autres termes, l'Europe est largement née en contrepoids à la puissance américaine. Les Européens pensaient que, s'ils ne faisaient pas ce vaste marché commun, l'Amérique dominerait totalement toute l'activité économique avec ses compagnies qui étaient déjà des multinationales. Donc, ils ont fait ce mouvement d'intégration. Ce vers quoi on pourrait s'en aller, c'est que l'Amérique ait besoin à son tour de faire contrepoids à l'Europe. Il y aura dans la Zone de libre-échange des Amériques, si elle se fait, environ un demi-milliard de consommateurs, de producteurs et d'habitants. C'est déjà un contrepoids intéressant, ce sera déjà une manière de dire, dans 5, 10, 15, 20 ans à l'Europe: nous avons un modèle analogue au vôtre, nous avons des marchés aussi grands que les vôtres, et continuer ensuite l'œuvre au niveau international, à l'OMC. On va voir dans le monde, sur le plan géographique, se constituer des ensembles d'abord continentaux, l'Europe, je l'ai dit, les Amériques. Mais, en même temps, ce mouvement, il se continue à l'échelle planétaire à travers l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations soit à caractère purement économique, soit à caractère social comme les nombreuses filiales et composantes de l'Organisation des Nations Unies qui prennent en charge les questions d'environnement, qui prennent en charge les questions de travail, disons, le Bureau international du travail.

C'est comme ça, je crois, qu'il aurait fallu présenter les choses. Et il me semble que, si le Québec avait été impliqué directement dans ces discussions, à cause de la belle unanimité qui se retrouve dans cette Assemblée, on aurait pu apporter notre note au concert des nations, ce qu'une province, malheureusement, ne peut pas faire et ne pourra jamais faire. Je sais que je ne convaincras pas l'opposition officielle de ça cet après-midi, ce serait trop beau. Le député de Rivière-du-Loup, lui, parle déjà d'union confédérale. Il est en train de penser à des formules de ce genre. J'espère qu'il retiendra ce que j'ai dit cet après-midi et

que, dans son programme constitutionnel, quand il en aura un, il prévoira que le Québec doit faire partie du concert des nations et que la question constitutionnelle déborde largement le cadre constitutionnel. La question constitutionnelle se transforme en enjeu démocratique majeur. Si le Québec, d'une manière ou d'une autre, n'acquiert pas le statut d'une nation au plan international, notre population verra la démocratie s'éloigner d'elle, ce qui est la dernière chose souhaitée par tout le monde dans cette Chambre, j'en suis certain.

La motion a été adoptée à l'unanimité de la Chambre le mercredi 11 avril 2001.